

H. Van der Haeghe

NOTICE

SUR

L'ORGANISATION DES PRISONS

EN BELGIQUE.



BRUXELLES,
IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE,
40, RUE DE LOUVAIN, 40.

1910

N° 7

NOTICE
SUR
L'ORGANISATION DES PRISONS
EN BELGIQUE.

F8H59

NOTICE

SUR



L'ORGANISATION DES PRISONS

EN BELGIQUE.



BRUXELLES,
IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE,
40, RUE DE LOUVAIN, 40.

—
1910

SOMMAIRE.

	Numéros.
CHAPITRE I^{er}. — SYSTÈME PÉNITENTIAIRE.	
Espèces et durée des peines privatives de la liberté.	1
Mode d'exécution des peines privatives de la liberté.	2
Options de régime	3
Réductions légales des peines subies en cellule . . .	4
CHAPITRE II. — CLASSIFICATION, DESTINATION ET CAPACITÉ DES PRISONS. CELLULES.	
Classification.	5
Destination	6 et 7
Quartiers communs.	8
Capacité	9
Population.	10
Maisons de passage	11
Cellules : Capacité, chauffage, ventilation.	12
CHAPITRE III. — ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE DES PRISONS.	
Dispositions organiques légales et administratives . .	15
Administration centrale. Service de l'inspection . . .	14
Commissions administratives	15
Visites des autorités judiciaires et administratives . .	16
CHAPITRE IV. — PERSONNEL.	
Composition.	17
Attributions et hiérarchie	18
Recrutement.	19
Traitements et émoluments.	20 et 21
Pensions de retraite.	22
Surveillance des quartiers de femmes.	25

	Numéros.
CHAPITRE V. — RÉGIME DISCIPLINAIRE DES DÉTENU.	—
Division de la journée.	24
Port du capuchon.	25
Visites et correspondance	26
Réclamations.	27
Punitions.	28 et 29
Récompenses.	50
CHAPITRE VI. — CULTE.	
Mission des ministres du culte	51
Caractère facultatif des exercices du culte.	52
CHAPITRE VII. — ÉCOLE ET BIBLIOTHÈQUE.	
Attributions des instituteurs	53
Population de l'école. Division et durée des classes.	54
Objet et méthode de l'enseignement	55
Résultats de l'enseignement	56
Bibliothèque.	57
CHAPITRE VIII. — TRAVAIL ET PÉCULE.	
Caractère obligatoire du travail	58
Travaux domestiques et travaux industriels	59
Organisation des travaux industriels	40
Emploi de la population détenue.	41
Rémunération du travail.	42
Taux moyen du prix de main-d'œuvre	45
Constitution du pécule.	44
Conditions de la remise du pécule aux libérés.	45
Taux moyen du pécule.	46
CHAPITRE IX. — COMPTABILITÉ MORALE. RÉCIDIVE PÉNITENTIAIRE.	
Comptabilité morale.	47
Etat de la récidive pénitentiaire.	48
CHAPITRE X. — SERVICES ÉCONOMIQUES.	
Mesures générales d'hygiène. Bains. Préaux.	49
Régime alimentaire	50
Cantine.	51
Port du costume pénal.	52
Pistole	53
Prix de la journée d'entretien.	54

	Numéros.
CHAPITRE XI. — SERVICE MÉDICAL.	—
Principales attributions du médecin	55
Cas de transfert des malades à l'hôpital.	56
Service pharmaceutique	57
Service de médecine mentale	58
Journées de maladie.	59
Décès.	60
Cas d'aliénation mentale.	61
Suicides.	62
CHAPITRE XII. — RÉGIME SPÉCIAL A CERTAINES CATÉGORIES DE DÉTENU.	
Prévenus	63
Condamnés du chef de crime politique	64
Condamnés du chef de délit politique.	65
Condamnés assimilables aux condamnés politiques	66
Jeunes délinquants	67 à 69
CHAPITRE XIII. — GRACE. LIBÉRATION CONDITIONNELLE. PATRONAGE.	
Grâce.	70
Libération conditionnelle.	71 et 72
Patronage.	73

CHAPITRE I^{er}. — SYSTÈME PÉNITENTIAIRE.

Espèces et durée des peines privatives de la liberté.

1. Les peines privatives de la liberté établies par le Code pénal sont :

En matière criminelle : les travaux forcés, la détention, la reclusion.

En matière correctionnelle et de police : l'emprisonnement.

Les travaux forcés sont à perpétuité ou à temps; ceux-ci de dix à quinze ans ou de quinze à vingt ans.

La détention est à perpétuité ou à temps : l'ordinaire de cinq à dix ans ou de dix à quinze ans; l'extraordinaire de quinze à vingt ans.

La durée de la reclusion est de cinq à dix ans.

La durée de l'emprisonnement correctionnel est de huit jours au moins à cinq ans au plus; celle de l'emprisonnement de police, de un jour à sept jours.

Par suite du cumul des peines, en cas de concours de plusieurs infractions, le maximum de l'emprisonnement correctionnel peut être porté à dix ans, celui de la reclusion à quinze ans, celui de la détention et des travaux forcés à vingt-cinq ans.

L'amende est une peine commune aux crimes, aux délits et aux contraventions. Elle peut être remplacée, à défaut de paiement dans le délai légal, par un emprisonnement dont la durée est fixée par le jugement ou l'arrêt de condamnation et qui n'excède pas six mois, trois mois ou trois jours, suivant qu'il s'agit de condamnés à raison de crime, de délit ou de contravention. Cet emprisonnement est dénommé emprisonnement subsidiaire.

Mode d'exécution des peines privatives de la liberté.

2. En vertu de la loi du 4 mars 1870, toutes les peines privatives de la liberté, quelle que soit leur durée, perpétuelle ou temporaire, sont subies sous le régime de la séparation, c'est-à-dire sous le régime de l'encellulement individuel de jour et de nuit.

Cette règle n'est pas, toutefois, sans exception. Il est des condamnés que l'état de leur santé, physique ou mentale, ne permet pas d'admettre ou de maintenir au régime cellulaire. Ensuite, il arrive que l'encombrement des prisons cellulaires rende nécessaire l'envoi de prisonniers en commun. Enfin, aux termes mêmes de la loi du 4 mars 1870, les condamnés aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité ne peuvent être contraints de subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité. Après dix années d'encellulement, les condamnés perpétuels sont donc appelés à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur placement au régime commun.

Options de régime.

3. La majeure partie des condamnés appelés à faire cette option demandent leur maintien en cellule. C'est ce qui résulte des chiffres suivants :

De 1870 à 1909 inclusivement, 225 condamnés (dont 17 femmes) ont été appelés à l'option.

171 (dont 15 femmes) ont opté pour la cellule.

54 ont opté pour le régime commun.

Si l'on tient compte de ce qu'ultérieurement 9 condamnés transférés en commun ont demandé leur réintégration en cellule et de ce que 10 condamnés maintenus en cellule ont réclamé leur envoi en commun, les chiffres définitifs s'établissent comme suit :

170 options pour la cellule,

55 — le régime commun,

et fournissent la proportion de :

76 % d'options pour la cellule,

24 % — le régime commun.

Réduction légale des peines subies en cellule.

4. La loi du 4 mars 1870 accorde aux condamnés à temps soumis au régime cellulaire des réductions proportionnelles et progressives sur la durée des peines prononcées.

Ces réductions sont des 3/12 pour la première année, défalcation faite du premier mois, qui ne donne lieu à aucune réduction ;

des 4/12 pour les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e années ;

5/12 — 6^e, 7^e, 8^e et 9^e années ;

6/12 — 10^e, 11^e et 12^e années ;

7/12 — 13^e et 14^e années ;

8/12 — 15^e et 16^e années ;

9/12 — 17^e, 18^e, 19^e et 20^e années.

Par l'application de ce barème, la durée d'une peine

de 6 mois est ramenée à 4 mois 23 jours ;

d'un an — 9 mois 12 jours ;

de 3 ans — 2 ans 1 mois 8 jours ;

de 5 ans — 3 ans 5 mois 10 jours ;

de 10 ans — 6 ans 3 mois 9 jours ;

de 20 ans — 9 ans 9 mois 12 jours.

Dans le tarif des réductions, le législateur n'a pas prévu l'éventualité du concours d'infractions qui peut avoir pour effet de prolonger la peine des travaux forcés et celle de la détention jusque vingt-cinq ans. On a recours, pour combler cette lacune, à la libération conditionnelle, qui est accordée au condamné à la date où il eût été libéré définitivement s'il avait joui d'une réduction des 10/12 sur les années excédant vingt.

CHAPITRE II. — CLASSIFICATION, DESTINATION ET CAPACITÉ DES PRISONS. CELLULES.

Classification.

5. Les prisons se divisent en deux catégories : les prisons centrales, les prisons secondaires.

Il y a deux prisons centrales : une à Louvain, une à Gand.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept. Il en existe une par arrondissement judiciaire ; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux (la prison de Saint-Gilles et la prison des Minimes, à Bruxelles).

Elles sont réparties de la manière suivante dans les neuf provinces :

Anvers : Anvers, Malines, Turnhout.

Brabant : Saint-Gilles, Bruxelles (Minimes), Louvain, Nivelles.

Flandre occidentale : Bruges, Courtrai, Furnes, Ypres.

Flandre orientale : Gand, Termonde, Audenarde.

Hainaut : Mons, Charleroi, Tournai.

Liège : Liège, Verviers, Huy.

Limbourg : Tongres, Hasselt.

Luxembourg : Arlon, Marche, Neufschâteau.

Namur : Namur, Dinant.

La prison centrale de Louvain et toutes les prisons secondaires, à l'exception de celles de Bruxelles (Minimes) et d'Audenarde, où subsiste le régime commun (1), sont des prisons aménagées en vue de la séparation complète de jour et de nuit.

La prison centrale de Gand a un caractère particulier : érigée à la fin du XVIII^e siècle, elle se compose de huit quartiers, dont un seul a été transformé en vue de l'emprisonnement cellulaire de jour et de nuit; les autres ne comprennent que des cellules de nuit, les détenus y étant réunis pendant le jour.

Au point de vue de la détermination du taux des traitements de certains fonctionnaires qui y sont attachés, les prisons sont divisées en quatre classes, suivant leur importance relative.

Destination.

6. Les prisons centrales sont des prisons pour peines. Elles reçoivent exclusivement des condamnés, et seulement ceux du sexe masculin. Il n'y a pas de prison centrale pour femmes, vu le peu d'importance de la criminalité féminine. Les femmes condamnées, même en matière criminelle, subissent leur peine dans une prison secondaire, qui est, en général, celle du lieu de la condamnation.

La prison centrale de Louvain reçoit les condamnés criminels du royaume (condamnés aux travaux forcés et à la reclusion) ainsi que des condamnés à une peine correctionnelle qui dépasse cinq ans d'emprisonnement.

(1) La prison des Minimes sera incessamment supprimée. Une autre prison a été érigée dans l'arrondissement de Bruxelles, à Forest. Cette prison nouvelle, qui est cellulaire avec des quartiers communs pour les vagabonds passagers, est située à l'arrière de la prison de Saint-Gilles, dont elle n'est séparée que par une rue et avec laquelle elle communique par un couloir souterrain. Une prison cellulaire est en voie de construction à Audenarde.

La destination de la prison centrale de Gand est complexe. Il sera question plus loin de l'affectation de ses quartiers communs (n° 8) et de ses quartiers pour jeunes délinquants (n° 67). Au quartier cellulaire sont internés des condamnés criminels et des condamnés correctionnels à long terme.

Les prisons secondaires qui, à l'exception de la prison de Saint-Gilles exclusivement réservée aux hommes, comprennent deux quartiers distincts : l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, sont d'abord des prisons pour peines. Elles sont destinées aux hommes condamnés correctionnellement et aux femmes condamnées de toutes catégories. Etablies au chef-lieu de l'arrondissement judiciaire, près du tribunal de première instance, elles sont aussi maisons d'arrêt pour prévenus, et celles qui sont situées au chef-lieu de la province, siège de cour d'assises, sont maisons de justice pour accusés. Elles renferment, en outre, diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives (détenus provisoires, mendiants et vagabonds en destination des dépôts de mendicité ou des maisons de refuge, étrangers renvoyés du pays, etc.). C'est dans les prisons secondaires également que sont subies les peines de police et que sont déposés les enfants détenus par voie de correction paternelle.

7. La répartition des condamnés entre les prisons secondaires se fait d'après les règles générales suivantes : La peine, lorsqu'elle ne dépasse pas trois ans, est subie au lieu de la condamnation. Si elle dépasse ce taux sans excéder celui de cinq ans, elle est subie également dans la prison du lieu de la condamnation, à moins que cet établissement ne comprenne pas un nombre suffisant de cellules ou ne possède pas, à raison de son peu d'importance, une organisation complète de tous les services pénitentiaires (école, travail). En ce cas, la peine est subie dans une autre prison plus importante, généralement de la même province. Les condamnés à plus de cinq ans sont généralement envoyés dans une prison centrale.

Quartiers communs.

8. Un des quartiers communs de la prison centrale de Gand reçoit les condamnés à perpétuité qui, après dix années de détention cellulaire, ont opté pour le régime commun.

C'est également à la prison centrale de Gand que sont transférés, dans des quartiers distincts pour les criminels et les correctionnels, les condamnés inaptes, pour cause physique ou mentale, à subir l'encellulement. Il existe aussi des quartiers communs pour les femmes de cette catégorie : à Mons (travaux forcés), à Termonde (reclusionnaires), à Tournai (correctionnelles). Le quartier de Mons reçoit de plus les condamnées perpétuelles qui ont opté pour le régime commun.

Pour le cas d'encombrement des prisons cellulaires, l'administration dispose, et de la prison centrale de Gand, et de certains quartiers dits « de désencombrement » dont sont pourvues quelques prisons secondaires. On désigne, en pareil cas, pour être transférés en commun, des condamnés à court terme (six mois au plus).

Capacité.

9. Le tableau qui suit mentionne, pour chacune des dix dernières années, le nombre total des cellules et des places en commun dans les prisons; il montre l'accroissement, pendant cette période, du chiffre des cellules.

	Nombre de cellules ordinaires (1).		Nombre de places en commun.		Total.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1900. . .	3,839	560	1,396	103	5,235	663
1901. . .	3,838	559	1,377	103	5,215	662
1902. . .	3,838	558	1,377	103	5,215	661
1903. . .	3,939	574	1,330	88	5,269	662
1904. . .	4,068	574	1,264	78	5,332	652
1905. . .	4,066	574	1,324	78	5,390	652
1906. . .	4,070	573	1,264	78	5,334	651
1907. . .	4,102	583	1,264	78	5,366	661
1908. . .	4,102	582	1,264	78	5,366	660
1909. . .	4,087	582	1,262	78	5,349	660

(1) Non compris les cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et les cellules pour dettiers.

Population.

10 La population moyenne des prisons centrales et des prisons secondaires (1), pour chacune des années 1900 à 1909, est donnée dans le tableau suivant :

Population moyenne.

	Prisons centrales.	Prisons secondaires.		Total général.
		Hommes.	Femmes.	
1900.	751	3,004	338	4,093
1901.	757	3,385	340	4,482
1902.	773	3,786	361	4,920
1903.	791	3,877	408	5,076
1904.	806	3,671	399	4,876
1905.	753	3,292	356	4,401
1906.	746	3,606	403	4,755
1907.	745	3,782	407	4,934
1908.	734	3,797	378	4,909
1909.	738	3,759	406	4,903

La population du royaume était :

En 1900 de	6,693,548 habitants.
En 1906 de	7,238,622 —
Au 31 décembre 1909 de. . .	7,431,903 —

Maisons de passage.

11. Indépendamment des prisons proprement dites, dont il a été question jusqu'à présent, il existe des lieux de détention connus généralement sous le nom de « maisons de passage ». Ce sont les dépôts communaux ou amigos et les chambres sûres établies dans les casernes de gendarmerie. Leur affectation est réglée par la loi

(1) Le quartier cellulaire et le quartier commun des criminels de la prison centrale de Gand sont compris dans la statistique des prisons centrales; les quartiers communs pour correctionnels dans celle des prisons secondaires.

du 24 germinal an vi. Les premiers sont destinés à recevoir, outre les individus incarcérés momentanément par mesure de police locale, les prévenus arrêtés en flagrant délit et qui ne peuvent pas être entendus immédiatement par le juge. Cette détention provisoire ne peut se prolonger au delà de vingt-quatre heures, délai dans lequel doit intervenir, aux termes de l'article 7 de la Constitution, un mandat d'arrêt, à défaut duquel l'individu est relaxé. Dans les chambres sûres sont déposés les prisonniers conduits de brigade en brigade par les soins de la gendarmerie.

L'administration des prisons n'exerce pas de contrôle direct sur ces lieux de détention, encore qu'elle supporte les dépenses d'entretien de la majeure partie de leur population; leur surveillance appartient respectivement aux autorités locales et aux officiers de la gendarmerie.

Cellules.

12. Les cellules ont communément une capacité de 30 mètres cubes (4 mètres de longueur, 2^m50 de largeur et 3 mètres de hauteur). Pour les cellules destinées aux malades, la capacité est de 40 mètres cubes au moins.

En vue d'empêcher les communications entre les détenus à travers les murs séparatifs des cellules, ces murs, dans les nouvelles prisons, sont doubles; les deux murs ont une épaisseur de deux briques avec un intervalle vide de 0^m05.

Il est pourvu au chauffage des cellules de manière que la température y atteigne un minimum de 13 à 14 degrés centigrades. Ce minimum est porté à 15 degrés dans les cellules d'infirmerie. Le mode de chauffage adopté en dernier lieu est celui à la vapeur à basse pression. Dans ce système, chaque cellule est pourvue d'un poêle à vapeur ou radiateur d'une surface de rayonnement de 1 mètre carré, et commandé par un robinet vanne qui est placé hors de la cellule.

Le renouvellement de l'air dans les cellules se fait par la fenêtre, dont une partie est mobile et s'ouvre vers l'intérieur, et par deux ouvertures placées dans le mur qui sépare la cellule de la galerie, l'une au-dessus de la porte de la cellule, l'autre à côté de cette porte, à 50 centimètres du sol environ.

Les galeries cellulaires sont éclairées et aérées par les fenêtres ouvrantes qui règnent tout le long de leur partie supérieure et par les grandes croisées, munies de portes ouvrantes, qui sont placées aux extrémités.

Pour les sièges d'aisance dans les cellules, le système généralement employé est celui des vases mobiles, qui se placent dans une niche ventilée pratiquée dans l'épaisseur du mur du côté de la galerie.

CHAPITRE III. — ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE DES PRISONS.

Dispositions organiques légales et administratives.

13. Il n'existe pas de loi organique des prisons. Le régime de l'exécution des peines privatives de la liberté est réglé par quelques dispositions législatives et par des arrêtés royaux ou ministériels.

Il faut citer au nombre des premières :

1^o Le Code d'instruction criminelle qui contient (art. 603 à 614) sur l'hygiène, la sûreté, la police des prisons et sur les formalités d'écrou diverses prescriptions dont plusieurs sont aujourd'hui soit abrogées, soit tombées en désuétude, l'organisation des prisons ayant été complètement transformée depuis la promulgation, en 1808, de ce code;

2^o Le Code pénal, dans lequel on trouve (liv. I^{er}, chap. II) les principes généraux sur la répartition des condamnés entre les établissements de détention, sur le travail et le pécule des détenus;

3^o La loi du 4 mars 1870, dont il a été question plus haut;

4^o La loi du 31 mai 1888, qui intéresse le régime des prisons en tant qu'elle établit dans le système pénal la libération conditionnelle.

On peut mentionner encore la loi provinciale du 30 avril 1836, dont l'article 69 est relatif à l'intervention de la province dans certains frais des maisons d'arrêt et de justice.

Les divers services pénitentiaires sont principalement régis par des règlements et instructions émanés de l'administration. Un arrêté royal du 30 septembre 1905 a groupé toutes les prescriptions sur la matière en un *Règlement général des prisons* qui, avec ses

deux annexes approuvées par arrêté ministériel du 13 mai 1906, le *Recueil des instructions* et le *Recueil des formules relatives au service des prisons*, forme un code complet des dispositions organiques de ce service.

Administration centrale. Service de l'inspection.

14. L'Administration centrale des prisons ressortit au ministère de la justice. Elle est dirigée, sous l'autorité immédiate du ministre, par un directeur général.

A l'Administration centrale est rattaché le service d'inspection des prisons, qui est divisé en trois sections : la première embrasse tous les services, hormis celui de la comptabilité et celui des constructions ; la seconde a pour objet la comptabilité ; la troisième, les travaux de construction, d'amélioration et d'entretien des bâtiments. Le personnel du service de la première section se compose d'un inspecteur général placé sous l'autorité du ministre et qui correspond avec lui ; d'un inspecteur du matériel chargé, sous l'autorité et la direction de l'inspecteur général, de l'inspection des prisons au point de vue de certains services matériels. Chacune des deux autres sections est confiée à un seul fonctionnaire, qui est placé sous la direction immédiate du directeur général des prisons.

Les inspecteurs ont pour mission commune de faire rapport à l'Administration centrale sur les abus qu'ils auraient constatés, sur les améliorations à introduire dans les différents services et de fournir les renseignements de nature à éclairer l'administration.

En cas d'abus graves et flagrants, ils doivent donner l'ordre écrit de les faire cesser sur-le-champ.

Commissions administratives.

15. Outre la surveillance exercée par les inspecteurs et qui s'étend à la généralité des prisons, il y a une surveillance permanente et locale qui, dans chaque établissement, est confiée à une commission, dite commission administrative.

Les membres de ce collège, au nombre de trois, six ou neuf, suivant l'importance de la prison, sont nommés par le Roi et choisis de préférence parmi les ecclésiastiques, les médecins, les industriels

ou négociants, les ingénieurs ou architectes. Le procureur du roi de l'arrondissement, le bourgmestre de la commune et l'auditeur militaire, s'il y en a un dans la localité, en font partie de droit.

Les fonctions des membres de la commission sont gratuites.

Un secrétaire, nommé par le Roi et rétribué par l'Etat ou par la province, selon qu'il s'agit d'une prison centrale ou d'une prison secondaire, est adjoint à la commission.

La surveillance dont la commission administrative est chargée, sous la direction de l'Administration centrale, s'étend à tous les services de l'établissement, hormis celui de la comptabilité. A tour de rôle, un ou plusieurs membres sont désignés pour visiter, pendant un mois, la prison au moins une fois par semaine : ce sont les commissaires de mois.

La commission exerce un contrôle spécial sur les punitions infligées aux détenus ; le commissaire de mois, chaque fois qu'il se rend à l'établissement, doit visiter les détenus placés en cellule de répression.

La commission participe à l'œuvre de moralisation des condamnés par des visites aussi fréquentes que possible en cellule. Elle formule des propositions de grâce et de libération conditionnelle et donne son avis sur celles qui sont dues à l'initiative des directeurs.

A moins qu'il ne s'agisse de questions concernant la comptabilité ou présentant un caractère d'urgence qui exige la communication directe, la correspondance des directeurs des prisons avec l'Administration centrale se fait par l'intermédiaire de la commission. Celle-ci se trouve, par conséquent, à même de donner son avis sur toutes les affaires qui intéressent l'établissement.

La commission administrative n'est pas seulement un organe de contrôle et un conseil consultatif. Elle participe à la gestion de l'établissement, mais, en cette matière, elle n'a pas d'autres pouvoirs que ceux qui lui sont attribués expressément par le règlement : ce sont notamment l'installation du directeur à son entrée en fonctions, la désignation de certains auxiliaires, servants du culte, barbiers, etc., l'octroi de congés et l'infliction de certaines peines disciplinaires à des membres du personnel, l'autorisation de prélèvement sur le pécule des détenus, l'admission de prévenus à la pistole ou aux vivres du dehors, l'approbation des contrats qui règlent les conditions des entreprises du travail des détenus, l'exécution des formalités d'adjudication de travaux ou de fournitures.

Visites des autorités judiciaires et administratives.

16. L'article 611 du Code d'instruction criminelle prescrit au juge d'instruction de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt de l'arrondissement; au président de la cour d'assises de visiter, au moins une fois durant chaque session de cette cour, les personnes retenues dans la maison de justice; au préfet (le gouverneur de la province dans notre organisation actuelle) de visiter, au moins une fois par an, tous les prisonniers de la province.

Les juges d'instruction et les présidents d'assises s'acquittent régulièrement de ces devoirs. Leur intervention constitue, contre les détentions illégales et arbitraires, une garantie dont l'utilité est, d'ailleurs, considérablement réduite dans l'état de la législation aujourd'hui en vigueur sur la détention préventive.

CHAPITRE IV. — PERSONNEL.

Composition.

17. Le personnel de toute prison comprend : un directeur, un aumônier catholique, un médecin, un commis-comptable, des surveillants et surveillantes en nombre proportionné aux besoins du service.

Il peut comprendre, en outre, suivant l'importance de l'établissement, des adjoints au directeur, à l'aumônier, au médecin; un instituteur et des instituteurs adjoints; un pharmacien, un deuxième comptable ou commis-comptable, des magasiniers, des commis aux écritures, un chef-surveillant, des surveillants des travaux.

Des ministres des cultes autres que le culte catholique sont agréés par l'administration pour donner les soins religieux aux détenus de leurs communions respectives.

Voici, à titre d'exemple, la composition du personnel de la prison centrale de Louvain : un directeur, deux directeurs adjoints, trois aumôniers catholiques, deux aumôniers protestants, un aumônier israélite, deux instituteurs, deux médecins, un pharma-

rien, deux comptables, deux magasiniers, cinq commis aux écritures, un chef-surveillant, cinquante surveillants, cinq aides-surveillants (voir n° 19), quatre surveillants des travaux.

La prison centrale de Louvain comprenant environ six cents cellules ordinaires, la proportion du nombre des surveillants effectifs à celui des détenus est d'à peu près un à douze.

Attributions et hiérarchie.

18. Le directeur est le chef de l'établissement; son action s'étend sur toutes les parties du service. Tous les fonctionnaires et employés indistinctement lui sont subordonnés et lui doivent obéissance.

Il est assisté, dans les prisons les plus importantes, par un ou plusieurs directeurs adjoints. Il y a un directeur adjoint à la prison d'Anvers; il y en a deux à la prison centrale de Gand, à la prison centrale de Louvain et à la prison de Saint-Gilles. A l'un de ces deux adjoints est confiée spécialement la direction du service des travaux, l'autre étant chargé du service disciplinaire.

A l'aumônier, au médecin et à l'instituteur incombent respectivement le service du culte, le service de santé et le service scolaire; il en sera plus amplement question sous la rubrique consacrée à ces divers services (nos 31, 55 et 33).

Sauf dans les prisons peu importantes où le directeur dirige personnellement cette partie du service, un commis de 1^{re} classe est le chef du greffe, c'est-à-dire qu'il a la direction et la responsabilité de tout ce qui a trait à la tenue des registres d'écrou, à la comptabilité relative aux diverses branches du service, à la correspondance et, en général, à toutes les écritures de l'établissement ainsi qu'à la garde et à la conservation des archives.

Dans les prisons centrales de Louvain et de Gand et à la prison de Saint-Gilles, il existe un bureau spécial, dirigé par un 1^{er} commis, pour la tenue des écritures relatives au service des travaux.

Les comptables sont chargés de la perception des produits des prisons, ainsi que de la gestion des magasins ou dépôts d'approvisionnements de matières et de matériel de ces établissements. Dans cette dernière besogne, ils sont assistés, aux prisons centrales de Louvain et de Gand, par deux employés, dits magasiniers.

Dans les prisons des trois premières classes, au nombre de dix-huit, les surveillants sont commandés et dirigés par un chef-surveillant, qui lui-même est placé sous les ordres immédiats du directeur ou, le cas échéant, du directeur adjoint.

Les surveillants de 2^e et de 3^e classe ont des attributions identiques; les uns et les autres sont subordonnés aux surveillants de 1^{re} classe. Ceux-ci exercent leur commandement sous les ordres du chef-surveillant ou d'un surveillant de 1^{re} classe chef de service.

Dans chacune des prisons centrales de Louvain et de Gand et à la prison de Saint-Gilles, il y a un certain nombre de surveillants des travaux (quatre). Ils ne participent pas à la surveillance générale des détenus. Ils sont exclusivement chargés de l'enseignement professionnel des détenus, de la surveillance du travail dans les principales professions, cordonnerie, couture, etc., ainsi que des travaux d'entretien du mobilier et des bâtiments.

Recrutement.

19. Les directeurs sont choisis parmi les membres du personnel administratif. Les candidats doivent avoir occupé, pendant au moins deux ans, l'emploi de commis de première classe — ce qui implique qu'ils comptent au moins huit ans de service dans les prisons — et avoir subi un examen théorique qui comporte une rédaction sur une question pénitentiaire et une interrogation orale sur les lois, arrêtés et règlements, concernant le service des prisons. Les directeurs débutent dans le poste de directeur adjoint ou dans un établissement de la 4^e classe; ils sont ensuite promus aux classes supérieures, au fur et à mesure des vacances de places, suivant leur ancienneté et leur mérite.

Le personnel des commis se recrute parmi les jeunes gens ayant fait au moins des études moyennes complètes du degré supérieur. Il y a des examens théoriques préalables à la nomination et à l'avancement; un stage pratique de six mois est, en outre, imposé avant l'admission définitive.

Les aumôniers sont désignés par leurs supérieurs ecclésiastiques et agréés par l'administration.

Les instituteurs et les médecins doivent produire un diplôme de capacité et justifier d'une pratique professionnelle d'au moins cinq ans.

Le personnel de surveillance est choisi exclusivement, d'une part, parmi les anciens volontaires ou rengagés de l'armée; d'autre part, parmi les artisans connaissant un métier exercé dans les prisons ou pouvant être enseigné aux détenus. Une constitution robuste, un minimum de taille (1^m65) sont exigés des candidats, ainsi qu'un certain degré d'instruction (lecture, écriture, calcul). Les candidats ne sont nommés surveillants qu'après une épreuve pratique de six mois au moins, en qualité d'aide-surveillant. Il existe, à cet effet, à la prison centrale de Louvain, à celle de Gand et à la prison de Saint-Gilles, une brigade d'aides-surveillants (5 à Louvain, 18 à Gand et 5 à Saint-Gilles) qui remplit, dans une certaine mesure, l'office d'une école de surveillants. Les débutants y sont initiés à tous les détails du service. Ils sont, de plus, chargés de suppléer, dans les diverses prisons, les surveillants absents pour un terme de quelque durée. Un salaire de 3 francs par jour leur est attribué, ainsi qu'une indemnité en cas de déplacement dans l'intérêt du service.

Les surveillants effectifs sont divisés en trois classes. Le surveillant de 3^e classe peut être promu à la 2^e classe après cinq ans de service; sa promotion à la 1^{re} classe dépend des vacances de place dans ce grade et est subordonnée à la réussite d'un examen théorique, qui a pour objet la connaissance des règlements concernant le service de surveillance et auquel il n'est admissible qu'après trois années passées dans le grade inférieur.

Il y a également un examen préalable à l'emploi de chef-surveillant, emploi qui existe dans les dix-huit prisons les plus importantes; cet examen est ouvert aux surveillants de 1^{re} classe comptant au moins trois années de grade.

Traitements et émoluments.

20. Suivant la classe de la prison à laquelle ils sont attachés, les directeurs ont un traitement de 3,000 à 6,500 francs; les aumôniers de 700 à 2,800 francs, ainsi que les médecins; les instituteurs de 1,800 à 2,800 francs. Les commis aux écritures, répartis en trois classes, et les comptables reçoivent un traitement qui va de 1,300 à 3,500 francs. Le traitement des pharmaciens est de 2,500 francs au minimum et de 3,500 francs au maximum. Pour les direc-

teurs adjoints, aumôniers adjoints, médecins adjoints et instituteurs adjoints, le traitement est respectivement de 3,000 à 4,500 francs; de 1,800 à 2,200 francs; de 1,000 à 2,200 francs et de 1,800 à 2,200 francs.

Lorsqu'ils comptent au moins vingt-cinq ans de services, 50 ans d'âge et cinq années de jouissance du traitement maximum affecté à leur grade, ces fonctionnaires et employés peuvent obtenir une augmentation équivalente au cinquième du dit maximum.

Le traitement des chefs-surveillants est, d'après la classe de la prison où ils sont employés, de 2,000, 2,300 ou 2,600 francs.

Les surveillants de 3^e classe reçoivent 1,400 francs; ceux de 2^e classe 1,500 francs; ceux de 1^{re} classe 1,600 francs. De plus, ils peuvent obtenir : 1^o six chevrons, à chacun desquels est attribué un supplément de traitement de 50 francs; ces chevrons sont décernés successivement pour chaque période de cinq années de service à partir de la nomination en qualité de surveillant de 3^e classe; 2^o une augmentation spéciale de 100 francs lorsqu'ils comptent dix années d'ancienneté dans le grade de surveillant de 1^{re} classe. Augmentation spéciale et chevrons ne sont accordés qu'aux agents qui se distinguent par leur conduite et leur manière de servir.

Quant aux surveillants des travaux, leur traitement est de 1,800 à 2,500 francs; ils ne reçoivent pas de chevrons, mais ils peuvent bénéficier de l'augmentation du cinquième dont il a été question plus haut.

21. Les membres du personnel jouissent, outre leur traitement, de certains avantages matériels :

1. Les directeurs sont logés gratuitement dans l'établissement.

Les directeurs adjoints, les aumôniers catholiques des prisons des trois premières classes, les aumôniers adjoints, les chefs-surveillants le sont également dans certaines prisons où la disposition des bâtiments le permet; sinon, ils reçoivent une indemnité de logement dont le taux est de 500, 600 ou 800 francs, suivant la catégorie des agents.

Une indemnité de logement de 400 ou 500 francs est accordée aux instituteurs adjoints et aux instituteurs.

Les surveillants ont droit au logement gratuit dans la prison, mais le bénéfice de cette mesure ne s'étend pas à leur famille.

En fait, seuls les surveillants célibataires ou veufs sans enfant en jouissent; pour ceux-là, le logement à la prison est obligatoire. Il est fourni gratuitement aux surveillants logés dans l'établissement les objets mobiliers et de couchage nécessaires.

Les locaux habités par le personnel sont chauffés aux frais de l'Etat.

2. Tous les membres du personnel reçoivent gratuitement pour eux, pour leur femme et pour leurs enfants et parfois pour d'autres membres de leur famille qui habiteraient avec eux, les soins des médecins attachés à l'établissement et les médicaments prescrits. Toutefois, les frais relatifs aux accouchements et aux soins subséquents pendant un délai de quatre semaines restent à charge des intéressés.

3. Les directeurs, directeurs adjoints, chefs-surveillants et surveillants sont astreints, dans l'exercice de leurs fonctions, au port d'un uniforme.

Les directeurs et directeurs adjoints sont tenus de se pourvoir de l'uniforme à leurs frais. C'est l'administration qui le fournit aux chefs-surveillants.

Quant aux surveillants, l'administration leur délivre gratuitement un trousseau, qui comprend non seulement les vêtements d'uniforme, mais des effets d'habillement (chemises, caleçons, chaussettes, bottines, gilet de molleton). La plupart des objets qui composent le trousseau sont renouvelés annuellement.

Pensions de retraite.

22. Les agents du personnel des prisons ont droit à une pension de retraite. Dans les conditions normales, c'est-à-dire en l'absence d'infirmités, ils y sont admissibles à l'âge de 65 ans et après trente années de service.

L'extrême limite du maintien en fonctions a été fixée à 67 ans.

La pension est liquidée à raison, pour chaque année de service, d'un soixantième de la moyenne du traitement et des émoluments dont les intéressés ont joui pendant les cinq dernières années d'activité.

Parmi les émoluments qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la pension figurent le logement, les soins médicaux et l'habillement, dont il a été fait mention au numéro précédent.

Surveillance des quartiers de femmes.

23. Dans cinq prisons où la population minime du quartier des femmes n'exige qu'une seule surveillante, celle-ci est une laïque. Les surveillantes laïques ont un traitement de 1,000 francs; elles sont logées dans l'établissement ou reçoivent une indemnité de logement de 350 francs; elles ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques gratuits et reçoivent une pension de retraite.

Dans tous les autres établissements, la surveillance des femmes détenues est confiée à des religieuses. L'administration a conclu à cet effet, en 1840, une convention avec le directeur de la Congrégation des sœurs de la Providence, qui dessert toutes les prisons, sauf deux, où le service est confié à des religieuses d'un autre ordre. Le traitement annuel de chaque sœur est de 1,000 francs. L'administration fournit aux surveillantes religieuses un logement dans la prison, logement qui est meublé, entretenu, chauffé et éclairé à ses frais. Les soins médicaux et pharmaceutiques leur sont donnés gratuitement. Elles ne sont pas admises à la pension de retraite. Les surveillantes, religieuses et laïques, ont droit au blanchissage et à la réparation de leur linge et de leurs effets d'habillement pour autant que ces travaux puissent être exécutés par des détenues.

Les religieuses, tenues d'accomplir avant tout les services auxquels elles sont préposées, et soumises aux mêmes règles de discipline que les surveillants, sont, au surplus, libres de vivre selon l'esprit de leur institution et d'en observer la règle.

Les religieuses sont placées sous les ordres immédiats d'une sœur supérieure qui exerce, sous l'autorité du directeur, la surveillance générale du quartier des femmes.

CHAPITRE V. — RÉGIME DISCIPLINAIRE DES DÉTENU.

Division de la journée.

24. La journée du détenu est partagée entre le travail, l'exercice en plein air, la lecture, les devoirs scolaires, les repas, les soins de propreté et le repos de la manière suivante :

	Heures.
Repos. Sommeil	8 à 9 1/2 suivant les saisons;
Soins de propreté.	3/4
Repas du midi. Repos . . .	2
Promenade au préau	1
Ecole.	1
Travail	9 3/4 à 11 1/4 suivant les saisons.
	<hr/> 24

Le dimanche et les jours fériés ont lieu les exercices religieux et, dans la matinée, une inspection de propreté et de bonne tenue des détenus et des cellules. Le temps que les détenus passent en cellule est employé à l'étude, à la lecture ou à la correspondance. Ceux qui ne sont pas à même de s'occuper utilement de cette façon peuvent être autorisés à se livrer au travail dans l'après-midi.

Port du capuchon.

25. Il est de l'essence même du régime cellulaire que les détenus ne puissent se voir ni communiquer entre eux, sauf dans certains cas exceptionnels laissés à l'appréciation du directeur de la prison. Il s'ensuit que lorsqu'ils quittent leurs cellules pour se rendre aux préaux, à la chapelle, à l'école, etc., les détenus doivent se suivre à quelques pas de distance et avoir la tête couverte du capuchon.

Le port de ce capuchon, qui est formé de toile grise très légère (étamine), est obligatoire pour tous les condamnés. Pour les autres détenus (prévenus, passagers, etc.), il est facultatif; mais l'attention de ces détenus est appelée sur l'intérêt qu'ils ont à ce que leurs traits soient dissimulés à leurs co-détenus. En fait, le port du capuchon est général.

Tous les détenus indistinctement portent, sur la poitrine, une plaque indiquant le numéro de leur cellule.

Visites et correspondance.

26. La séparation des détenus entre eux a pour corollaire indispensable la multiplication des relations avec les membres du personnel et certaines personnes du dehors.

Les détenus en cellule sont chaque jour et plusieurs fois par jour visités par les surveillants. Ils le sont aussi par le directeur, les directeurs adjoints, les aumôniers, les médecins, les instituteurs, le chef-surveillant. Un nombre minimum de visites journalières obligatoires est imposé à ces fonctionnaires par le règlement de la prison. Participent, en outre, aux visites des détenus, les membres des commissions administratives et les membres, préalablement agréés par l'administration, des sociétés de patronage. Ceux-ci, sur présentation de leur carte d'agrément, ont accès, en cellule et sans témoin, auprès des condamnés de leur sexe. Ils peuvent être autorisés à visiter les détenus d'autres catégories et notamment les prévenus qui les ont appelés.

Les condamnés peuvent recevoir la visite de leurs parents proches; d'autres personnes sont admises auprès d'eux moyennant une permission spéciale du directeur de la prison. Le nombre des visites est de deux par mois pour les condamnés correctionnels et de police; d'une par mois pour les reclusionnaires, d'une tous les deux mois pour les forçats. Le directeur de la prison a la faculté d'autoriser des visites supplémentaires.

La correspondance des condamnés est soumise à des règles analogues. Les condamnés correctionnels et de police peuvent écrire une lettre et en recevoir deux par semaine; les reclusionnaires, en écrire une et en recevoir deux par mois; les forçats, en écrire une tous les deux mois et en recevoir une par mois. Le directeur peut autoriser l'envoi ou la réception de lettres plus nombreuses. Il a la faculté de permettre la correspondance avec d'autres personnes que les proches parents du détenu. Toutes les lettres, écrites ou reçues par les détenus, sont soumises à son contrôle; en général, seules celles qui se rapportent à des intérêts privés ou de famille sont tolérées.

Réclamations.

27. Les détenus peuvent, en tout temps, adresser leurs réclamations au directeur de la prison, à la commission administrative, au commissaire de mois, aux autorités supérieures. Pour leur assurer cette garantie, une boîte fermée à clef est placée à l'entrée de chaque section de préaux; les détenus ont la faculté d'y déposer les lettres qu'ils destinent aux fonctionnaires et aux autorités. La clef de la boîte est remise au commissaire de mois, qui en vérifie le contenu lors de chacune de ses visites et transmet immédiatement les lettres à leur adresse.

Dans chaque cellule est affiché un extrait des dispositions du règlement qui concernent spécialement le régime, la discipline et les devoirs des détenus, avec le tableau de l'emploi de la journée, le tableau des jours et heures des visites et celui de l'usage de la cantine, ainsi qu'un résumé des dispositions légales sur la réhabilitation des condamnés.

Punitions.

28. La justice disciplinaire est exercée par le directeur. Celui-ci prononce les punitions, après avoir entendu le détenu inculpé, dans la séance dite du « rapport » qui réunit, chaque jour, sous sa présidence, les principaux employés de l'établissement.

Les punitions sont, outre la réprimande et l'avertissement donnés pour une première infraction ou une infraction légère :

1° La privation du travail, de la lecture, de la cantine, des visites, de la correspondance et des autres faveurs réglementaires, ou le retrait des récompenses éventuellement accordées;

2° La mise au pain et à l'eau, en cellule ordinaire, pour un terme de neuf jours au plus. Lorsqu'elle est prononcée pour plus de trois jours, le régime alimentaire ordinaire est accordé de jour à autre;

3° La reclusion au cachot ou cellule obscure, avec ou sans mise au pain et à l'eau, pour un terme qui ne peut excéder neuf jours. Lorsque cette punition excède trois jours, elle doit faire l'objet d'un rapport spécial du directeur à la commission administrative. Les détenus au cachot sont visités chaque jour par le directeur, par le médecin, par le chef-surveillant, ainsi que par le commissaire de mois lors de chacune de ses visites à l'établissement.

Si le fait commis par le détenu tombe sous l'application du Code pénal, le directeur constate le crime ou le délit et transmet son procès-verbal au parquet, qui juge de l'opportunité des poursuites.

Les punitions disciplinaires peuvent être prononcées conditionnellement; elles deviennent exécutoires par l'infliction d'une punition nouvelle.

Les détenus qui, par méchanceté ou négligence, commettent quelque dégât sont tenus de payer la valeur du dommage causé. Des retenues peuvent, de ce chef, être opérées sur les sommes qui leur sont dues. En cas d'insolvabilité, le directeur détermine la peine qui tiendra lieu de réparation.

29. Le rapport des journées de punition aux journées de détention s'établit comme suit pour chacune des années 1900 à 1909.

Proportion des journées de punition pour cent journées de détention.

	Prisons centrales.	Prisons secondaires.	
		Hommes.	Femmes.
1900.	0.64	1.08	0.34
1901.	0.72	1.03	0.25
1902.	0.93	1.25	0.54
1903.	0.90	1.04	0.29
1904.	0.99	1.04	0.49
1905.	0.64	1.10	0.41
1906.	0.33	1.12	0.54
1907.	0.23	1.16	0.52
1908.	0.39	1.06	0.38
1909.	0.51	1.25	0.59
Moyenne décennale.	0.63	1.11	0.43

Les infractions le plus fréquemment commises sont (les chiffres donnent le nombre des infractions dénoncées en 1909) : communications et tentatives de communication (1,416); insolence, tapage, chant, etc. (1,252); dégradations aux bâtiments et au mobilier (657); tentatives d'introduction d'argent ou de tabac lors de l'entrée (183), etc.

Récompenses.

30. Les faveurs dont le directeur de la prison dispose pour récompenser la bonne conduite en prison sont notamment l'admission à des emplois de confiance, au service domestique; l'extension de la faveur des visites, de la correspondance, de l'usage de la cantine; le don de livres, d'outils, d'objets utiles, etc.

D'autre part, la bonne conduite en prison est un des éléments dont il est tenu compte dans les propositions de grâce et de libération conditionnelle.

CHAPITRE VI. — CULTE.

Mission des ministres du culte.

31. Les détenus qui professent un culte reconnu par l'Etat reçoivent les secours religieux des ministres de leurs communions respectives dûment agréés par l'administration.

La mission de ces ministres consiste à présider aux exercices du culte, à remplir auprès des détenus tous les devoirs de leur ministère : enseignement religieux, administration des sacrements, assistance en cas de danger de mort, etc. Ils visitent en cellule leurs coreligionnaires détenus, à l'exception de ceux qui, au cours de la détention, manifestent expressément la volonté de ne plus les recevoir. Ils n'ont pas accès auprès des détenus appartenant à un culte autre que celui qu'ils desservent.

L'exercice du culte catholique comporte la célébration, dans la chapelle de l'établissement, d'une messe et d'un salut chaque dimanche et jour de fête; une instruction morale et religieuse faite, ces mêmes jours, aux détenus réunis à la chapelle; et, annuellement, dans les prisons les plus importantes, une retraite spirituelle, pour laquelle il est fait appel généralement à des ecclésiastiques étrangers au service de l'aumônerie, prêtres séculiers ou religieux.

Caractère facultatif des exercices du culte.

32. L'assistance aux actes et aux cérémonies de leur culte n'est pas obligatoire pour les détenus. Ils peuvent s'en dispenser, moyennant d'en faire expressément la demande au directeur. Celui-ci porte sur un registre *ad hoc* les demandes de dispenses, ainsi que

les décisions intervenues. Si un détenu qui a obtenu la dispense exprime la volonté de participer de nouveau aux actes du culte, il est statué sans retard sur cette demande et la décision est mentionnée au registre en question.

D'autre part, les détenus ont la faculté de demander à participer aux cérémonies et à recevoir la visite du ministre d'un culte reconnu par l'Etat autre que celui auquel ils ont déclaré appartenir, mais ces demandes, sur lesquelles l'Administration centrale se réserve de statuer, ne sont admises que dans des cas exceptionnels.

CHAPITRE VII. — ECOLE ET BIBLIOTHEQUE.

Attributions des instituteurs.

33. Le service scolaire est organisé dans les prisons centrales et dans les quinze prisons secondaires les plus importantes. Il est desservi par un instituteur, assisté, s'il y a lieu, par un ou plusieurs adjoints. Il y a deux instituteurs, dont un adjoint, à la prison centrale de Louvain et à la prison de Saint-Gilles. A la prison centrale de Gand, où est établi le quartier des jeunes condamnés (voir n° 67), le nombre des instituteurs et instituteurs adjoints est de 4.

L'instituteur n'est pas seulement chargé de la tenue des classes; il se rend auprès des détenus en cellule pour vérifier leurs progrès, diriger ou compléter leurs études et leur donner les indications nécessaires sur la rédaction des devoirs d'école. A l'instituteur incombe également la garde et l'entretien de la bibliothèque circulante et la distribution des livres aux détenus (voir n° 37). Ces dernières attributions sont dévolues à un agent que désigne le directeur dans les prisons où le service de l'école n'est pas organisé.

Population de l'école. Division et durée des classes.

34. A moins de dispenses motivées accordées par le directeur de la prison, la fréquentation de l'école est obligatoire :

1° Pour les détenus âgés de moins de 18 ans;

2° Pour ceux qui sont condamnés à une peine de six mois et plus, à moins lorsqu'il s'agit de détenus dans les prisons secondaires, qu'ils n'aient atteint leur quarantième année.

Des détenus d'autres catégories peuvent être autorisés par le directeur à fréquenter l'école.

Les élèves sont répartis en trois classes : la première comprend les illettrés; la seconde, ceux qui savent imparfaitement lire, écrire ou calculer; la troisième, ceux qui savent bien lire, écrire et calculer. Dans les prisons où la population scolaire est peu élevée, les deux premières classes sont réunies en une seule.

L'école est tenue pendant une heure pour chaque classe pendant l'après-midi de tous les jours ouvrables, sauf le samedi.

Objet et méthode de l'enseignement.

35. L'enseignement a surtout pour but de développer les facultés intellectuelles des élèves, d'étendre et de compléter leurs connaissances techniques, de leur inculquer des règles de bonne conduite et de les initier à leurs devoirs sociaux.

Il comprend la lecture, l'écriture, l'arithmétique et le système légal des poids et mesures, des notions élémentaires de grammaire, d'histoire et de géographie de la Belgique.

Il peut comprendre d'autres objets jugés d'une utilité pratique, tels que les principes de l'hygiène et de l'économie domestique, des notions sur le fonctionnement des institutions de prévoyance, de mutualité, les caisses d'épargne et de retraite, les effets de l'abus des boissons alcooliques, le dessin industriel, la technologie des principales industries exercées dans la région, les formes géométriques, etc.

Chaque jour et dans chaque classe, l'instituteur fait une lecture morale et instructive.

Les cours sont donnés aux détenus réunis soit dans le local de la chapelle, soit dans un local spécial. L'un et l'autre sont aménagés de telle sorte que les élèves continuent d'être soumis au régime de la séparation. L'application de ce régime exclut toute interrogation verbale des élèves par l'instituteur. Pour y suppléer, celui-ci a recours à des signes faits à l'aide des doigts. Il pose les questions de manière que les élèves puissent donner une réponse juste et précise en élevant un ou plusieurs doigts, suivant une notation convenue. Ce procédé permet de tenir constamment en éveil l'attention de chaque détenu.

Résultats de l'enseignement.

36. Les détenus admis à fréquenter l'école subissent un examen à leur entrée et sont soumis à la même épreuve à leur sortie, indépendamment des examens qui peuvent leur être imposés en vue du passage d'une classe inférieure à une classe supérieure.

La statistique ci-dessous, dressée d'après les résultats de ces examens, permet de constater que la majeure partie des élèves font, au cours de leur détention, des progrès scolaires sensibles.

Au 31 décembre 1909, dans les prisons centrales, 498 détenus, soit 68 % de la population totale, fréquentaient l'école :

382 ou 77 % ont profité des leçons ;

116 ou 23 % n'ont fait aucun progrès.

Dans les prisons secondaires, à la même date, la population des écoles était de 787 hommes :

682 ou 87 % ont profité des leçons ;

105 ou 13 % n'ont fait aucun progrès.

Bibliothèque.

37. Il est établi, dans chaque prison, une bibliothèque circulante dont les ouvrages sont mis à la disposition des détenus d'après leur degré d'intelligence et leurs dispositions morales. Elle comprend trois catégories d'ouvrages : ouvrages de sciences usuelles, servant à l'instruction des détenus ; ouvrages de religion et de morale ; ouvrages de récréation morale et instructive.

Le directeur de la prison peut autoriser des détenus à faire usage de livres non compris dans la bibliothèque de l'établissement : 1° lorsque celle-ci ne comprend pas d'ouvrages publiés dans la seule langue que connaissent certains détenus ; 2° lorsque, parmi ces derniers, il s'en trouve qui, possédant une instruction supérieure, désirent utiliser des publications scientifiques, juridiques, etc.

La remise aux détenus de journaux ou de périodiques n'est autorisée qu'exceptionnellement, et par l'Administration centrale seulement.

Il n'existe pas de publication périodique à l'usage spécial des détenus.

CHAPITRE VIII. — TRAVAIL ET PÉCULE.

Caractère obligatoire du travail.

38. Le travail est obligatoire pour les condamnés aux travaux forcés, à la reclusion et à l'emprisonnement correctionnel (Code pénal, art. 15 et 26) ; il est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour tous autres détenus.

L'Administration centrale peut, à raison de circonstances exceptionnelles, dispenser du travail certains condamnés à l'emprisonnement correctionnel.

Travaux domestiques et travaux industriels.

39. Les détenus sont employés à deux sortes de travaux : les travaux domestiques et les travaux industriels.

Les premiers comprennent les divers genres d'occupations nécessitées par l'entretien du mobilier et des bâtiments et par le service domestique de l'établissement même. Ils sont confiés aux détenus qui, par leur bonne conduite en prison, leurs bons antécédents, la nature et la durée de leur peine peuvent mériter une confiance relative.

Les travaux industriels consistent dans la confection d'objets qui sont destinés soit à l'Etat lui-même, soit à des entrepreneurs particuliers. Ceux de ces travaux qui n'exigent pas un apprentissage suivi, tels que la confection de sachets, de tresses, etc., sont qualifiés « simples occupations ».

Organisation des travaux industriels.

40. Les détenus sont employés principalement à des travaux pour compte de l'Etat et, en première ligne, à ceux qui se rapportent aux besoins des prisons mêmes. Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Les directeurs font appel à la concurrence des entrepreneurs. Ce n'est qu'à des entrepreneurs ou fabricants que la main-d'œuvre des détenus peut être accordée ; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes directes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et d'autres semblables.

Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Le contrat a pour objet de louer la main-d'œuvre d'un certain nombre de détenus à un entrepreneur pour l'exécution d'un travail déterminé, moyennant le paiement d'un salaire fixé. Il ne confère à l'entrepreneur aucune autorité quelconque ni sur le détenu ni sur le travail, lequel reste soumis à la direction immédiate et exclusive de l'Etat. L'entrepreneur, ou son délégué préalablement agréé par la direction, a accès dans l'établissement pour vérifier les marchandises, contrôler et entretenir le matériel, mais il doit toujours, à moins d'une dispense expresse délivrée par l'Administration centrale, être accompagné d'un surveillant et il ne peut pénétrer dans les cellules que moyennant une autorisation spéciale de l'administration.

Emploi de la population détenue.

41. Le tableau suivant indique l'emploi, au dernier jour ouvrable de l'année 1909, de la population détenue dans les prisons centrales, les prisons secondaires et le quartier de discipline et des jeunes condamnés :

Nature des travaux effectués.	Hommes.	Femmes.
Travaux domestiques	559	120
Travaux industriels :		
A. Pour compte d'entrepreneurs ou fabricants	411	19
B. Pour compte des administrations publiques	314	24
C. Simples occupations	1,952	97
D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	133	»
Total des occupés.	3,369	260
Détenus dispensés du travail (maladie, punition, etc.)	266	24
Détenus inoccupés faute de travail.	9	1
Total des inoccupés.	275	25
Total général.	3,644	285

Rémunération du travail.

42. Les détenus employés aux travaux domestiques et à l'entretien du mobilier et des bâtiments sont rétribués d'après un tarif arrêté par l'Administration centrale; le salaire qu'ils reçoivent est de 30 à 70 centimes par jour, suivant le genre de travail.

Quant aux détenus occupés à des travaux industriels, ils sont rémunérés par l'entrepreneur qui les emploie. Le prix de leur main-d'œuvre est déterminé par pièce ou par journée. Il est calculé sur les prix moyens du commerce diminués de la moins-value du travail pénitentiaire. Cette moins-value est, en effet, indéniable. Elle dérive de l'inexpérience professionnelle ordinaire aux détenus; des pertes de matières premières par malfaçons qui en sont la suite; du flottement continu de la population détenue qui ne laisse pas à la disposition de l'entrepreneur un nombre fixe d'ouvriers faits et le contraint à recommencer constamment l'apprentissage; des formalités spéciales auxquelles il est assujéti : fourniture et transport à la prison des outils, des matières premières, reprise des objets confectonnés, écritures exigées par la comptabilité des administrations publiques, etc.

Sur le prix de la main-d'œuvre pénitentiaire payé par l'entrepreneur, il est opéré une retenue de trois dixièmes au profit de l'Etat, à titre de frais de gestion. Cette retenue permet de récupérer sur les détenus une partie des dépenses qu'ils occasionnent à l'Etat. Les sept dixièmes restants, déduction faite, le cas échéant, des retenues opérées pour dégâts, malfaçons, etc., sont attribués aux détenus dans les proportions fixées par la loi, savoir : trois dixièmes pour les condamnés aux travaux forcés, quatre dixièmes pour les condamnés à la reclusion, cinq dixièmes pour les condamnés à l'emprisonnement correctionnel. Les sept dixièmes sont alloués en totalité aux détenus pour lesquels le travail est facultatif.

Taux moyen du prix de la main-d'œuvre.

43. Les principales industries exercées à la prison centrale de Louvain et à la prison de Saint-Gilles sont indiquées ci-dessous,

ainsi que le taux moyen, par journée de travail, du prix de main-d'œuvre payé pour chacune d'elles :

PRISON CENTRALE DE LOUVAIN.		
Professions exercées.		Moyenne du prix payé pour la main-d'œuvre par journée de travail.
Pour compte de particuliers.	Copistes. fr.	2.5688
	Relieurs	0.8525
	Tréfileurs	0.7295
	Confectionneurs d'engins de pêche.	0.6887
	Vanniers	0.5040
	Sachetiers	0.3681
	Confectionneurs de bouchons . . .	0.5365
	Filochers	0.5811
	Cordonniers	0.7880
	Pantouffliers.	0.6207
Pour compte du département de la justice.	Tailleurs	0.6245
	Cordonniers.	0.4527
	Pantouffliers.	0.6465
	Rubaniens et épouilleurs.	0.4394
Pour compte de l'armée.	Nattiers et tresseurs.	0.1975
	Métiers divers.	0.2736
	Tailleurs	0.5624
	Cordonniers.	0.5127

PRISON DE SAINT-GILLES.		
Pour compte de particuliers.	Couture.	1.4600
	Cordonnerie	0.8900
	Sachets	0.2900
	Ferblanterie	1.4500
	Écritures	1.0100
	Rotin tressé.	0.0300
	Natterie.	0.5500
	Filochage.	0.6200
	Vannerie et bambouterie	0.6000

Professions exercées.		Moyenne du prix payé pour la main-d'œuvre par journée de travail.
Pour compte du département de la justice.	Couture.	1.4600
	Cordonnerie.	0.8900
	Écritures, etc.	0.3300
Pour compte de l'armée.	Couture.	1.4600
	Cordonnerie.	0.8900

Constitution du pécule.

44. La portion du salaire attribuée aux détenus (n° 42) forme, avec les fonds déposés, le pécule du détenu. On entend par « fonds déposés » l'argent que le détenu a en sa possession lors de son entrée, le produit de la vente éventuelle de ses effets, les sommes qui peuvent lui parvenir pendant sa détention. Les fonds déposés sont inscrits au compte courant de l'intéressé. Quant à la portion du salaire qui lui est allouée, elle est divisée en deux parties égales, dont l'une forme la quotité réservée et l'autre la quotité disponible. Celle-ci n'est pas remise entre les mains des bénéficiaires, toute circulation d'argent étant interdite dans les prisons; elle est inscrite au livre des comptes courants de la cantine. C'est sur la quotité disponible et, à défaut, sur les fonds déposés que s'opèrent les prélèvements destinés à faire face aux menues dépenses du détenu.

D'autres prélèvements au profit de la famille des condamnés peuvent être autorisés et se font, pour les condamnés criminels, sur la quotité disponible, pour les condamnés correctionnels, sur la moitié de la quotité réservée.

Conditions de la remise du pécule aux libérés.

45. Celui-ci est destiné à être remis au condamné à sa sortie ou à des époques déterminées après sa sortie.

En règle générale, lors de sa libération, le détenu reçoit son avoir en entier, lorsqu'il n'est pas supérieur à 50 francs. Si l'avoir

dépasse ce chiffre, à moins de circonstances laissées à l'appréciation du directeur de la prison, et qui motiveraient la délivrance totale, l'excédent est, suivant les cas dont le directeur est juge, converti en un livret de la Caisse d'épargne de l'Etat ou envoyé au bourgmestre de la commune où le libéré a déclaré vouloir fixer sa résidence. Le bourgmestre le lui remet, à mesure de ses besoins, en entier ou par fractions, suivant les circonstances laissées à son appréciation. Le directeur peut aussi, du consentement du libéré, remettre tout ou partie de son avoir au comité de patronage.

Quant aux fonds déposés, ils sont remis intégralement au libéré qui les réclame.

Taux moyen du pécule.

46. Quel est le taux moyen du pécule remis aux détenus lors de leur libération?

Voici, à cet égard, quelques chiffres qui concernent les libérés de la prison centrale de Louvain.

Calculée sur les données des cinq années 1904 à 1908, l'importance moyenne des sommes remises aux détenus de cet établissement à leur sortie a été :

Après	1 an de détention de.	fr.	42 64
—	2 ans	—	75 09
—	3	—	109 38
—	4	—	131 02
—	5	—	136 39
—	6	—	160 41
—	7	—	150 95
—	8	—	174 05
—	9	—	218 89
—	10	—	314 68

CHAPITRE IX. — COMPTABILITÉ MORALE. RÉCIDIVE PÉNITENTIAIRE.

Comptabilité morale.

47. Il est ouvert un compte moral à tout condamné civil ou militaire ayant encouru une ou plusieurs condamnations qui, réunies, dépassent trois mois d'emprisonnement.

On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement; ils sont relatifs à son état civil, sa profession, ses moyens d'existence, le degré de son instruction, sa religion et ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et notamment un exposé détaillé des faits qui ont provoqué cette condamnation et des circonstances qui ont déterminé le juge à se montrer indulgent ou sévère.

Tous les renseignements dont il vient d'être question sont réunis dans un bulletin que le parquet qui a exercé les poursuites dresse, avec le concours des autorités locales, et qu'il doit transmettre au directeur de la prison dans la huitaine de la mise à exécution de la condamnation.

Pendant le cours de la détention, le compte moral de l'intéressé reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des annotations périodiques qui déterminent son classement moral. Ce classement est délibéré dans une réunion tenue mensuellement, sous la présidence du directeur, par les principaux membres du personnel de la prison. Ceux-ci ont, après leurs visites en cellule, consigné dans le carnet spécial, dont chacun est détenteur, leurs observations sur la conduite, le caractère, l'application au travail, l'ordre et la propreté et les dispositions morales du détenu. (Dans les prisons les plus importantes, aux carnets a été substitué un système de fiches : il est dressé pour chaque détenu une fiche qui contient les principales données de son compte moral. C'est sur cette fiche unique qu'après leurs visites aux détenus, les membres du personnel inscrivent successivement leurs observations.) Toutes les observations faites sont centralisées et discutées à la réunion mensuelle, et c'est d'après leur ensemble que le directeur formule les annotations qu'il inscrit mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue notamment de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Le compte moral est consulté chaque fois qu'il s'agit d'infliger une punition ou de proposer le condamné soit pour une grâce, soit pour la libération conditionnelle, soit pour toute autre faveur.

Etat de la récidive pénitentiaire.

48. La comptabilité morale fournit des renseignements sur les antécédents judiciaires des condamnés qui y sont inscrits, c'est-à-dire des condamnés à une peine supérieure à trois mois.

C'est d'après ces renseignements que sont dressés les tableaux qui suivent. Ils donnent, pour chacune des années 1900 à 1909, l'état de la récidive pénitentiaire. Y sont comptés comme récidivistes tous ceux qui ont subi antérieurement une peine, quelles qu'en soient la nature et la durée. Toutefois, les condamnations de simple police et celles expiées à l'étranger n'entrent pas en ligne de compte.

Prisons centrales.

(Louvain. — Quartier cellulaire
et quartier commun des criminels de Gand.)

	Nombre de condamnés détenus au 31 décembre.	Nombre de récidivistes.	Proportion pour cent.
1900	744	473	63.57
1901	752	469	62.36
1902	776	476	61.34
1903	798	479	60.02
1904	801	441	55.05
1905	724	398	54.97
1906	752	409	54.38
1907	739	408	55.20
1908	722	402	55.67
1909	732	410	56.02
Moyenne décennale :			
	754	436	57.82

Prisons secondaires

(y compris les quartiers communs de correctionnels à Gand).

Hommes.

	Nombre de condamnés détenus au 31 décembre.	Nombre de récidivistes.	Proportion pour cent.
1900	1,783	1,220	68.42
1901	2,032	1,445	71.11
1902	2,103	1,457	69.28
1903	2,136	1,453	68.02
1904	2,022	1,307	64.63
1905	1,950	1,312	67.28
1906	2,153	1,437	66.74
1907	2,297	1,542	67.13
1908	2,101	1,431	68.11
1909	1,846	1,269	68.74
Moyenne décennale :			
	2,042	1,387	67.92

Prisons secondaires.

Femmes.

	Nombre de condamnées détenues au 31 décembre.	Nombre de récidivistes.	Proportion pour cent.
1900	199	83	41.70
1901	187	90	48.12
1902	206	84	40.77
1903	235	83	35.31
1904	233	84	36.05
1905	209	78	37.32
1906	247	96	38.86
1907	214	97	45.32
1908	225	88	39.11
1909	205	82	40 »
Moyenne décennale :			
	216	86	39.81

CHAPITRE X. — SERVICES ÉCONOMIQUES.

Mesures générales d'hygiène. Bains. Préaux.

49. L'hygiène des prisons et des prisonniers fait l'objet de soins attentifs.

Les locaux occupés sont quotidiennement nettoyés. L'intérieur de la prison et des cellules est blanchi annuellement. Ce blanchiment est renouvelé partiellement dans l'année, aussi souvent que de besoin, de manière à faire disparaître immédiatement toute tache et toute souillure. On veille au prompt écoulement des eaux ménagères et à l'enlèvement rapide de tous fumiers et débris. Des fumigations guytoniennes peuvent être prescrites pour dissiper les mauvaises odeurs qui régneraient dans la prison.

Les objets de literie sont lavés et rebattus au moins une fois par an, et chaque fois d'ailleurs que l'exige le soin de la propreté. Les draps de lit sont renouvelés tous les mois; le linge de corps est renouvelé tous les huit jours; les vêtements et les draps de lit qui ont servi à un détenu ne peuvent servir à un autre qu'après avoir été lavés.

Les prisons les plus importantes sont dotées d'appareils à vapeur à basse pression pour la désinfection des effets. La désinfection des locaux est opérée au moyen d'appareils au formol.

Tout détenu, à son entrée, est mis au bain, à moins que son état de santé ne s'y oppose. Tous les mois, il est tenu de se rendre au bain; on lui procure, en outre, les moyens de se laver les pieds tous les huit jours. Du savon est délivré à chaque détenu. Les hommes sont rasés; leurs cheveux sont coupés aussi souvent que de besoin.

Les détenus font chaque jour une promenade en plein air dans les préaux. Cette promenade a autant que possible une durée d'une heure. Elle peut être prolongée, sur l'avis du médecin, au profit de certains détenus, pour motif de santé.

Régime alimentaire.

50. a) Dans les prisons centrales, chaque détenu reçoit par jour :

1° Le matin, 600 grammes de pain de froment non bluté et une boisson chaude (cau, froment torréfié et lait);

2° A midi, le lundi, le jeudi et le samedi, une soupe à la viande de vache (200 gr. de viande); le mercredi, une soupe à la viande de porc (8 gr. de lard, 200 gr. de pommes de terre, 150 gr. de haricots); le mardi et le vendredi, une soupe aux pois (250 gr. de pois secs, 100 gr. de légumes); le dimanche, une soupe aux légumes (200 gr. de pommes de terre, 100 gr. de riz, 100 gr. de légumes). En outre, le mardi, le vendredi et le dimanche, pendant la période de consommation courante, un hareng fumé.

3° Le soir, un potage aux pommes de terre (750 gr. de pommes de terre) du lundi au samedi, et le dimanche un potage aux légumes secs (250 gr. de haricots).

b) Dans les prisons secondaires, chaque détenu reçoit par jour :

1° Le matin, 600 grammes de pain de froment non bluté (ration réduite pour les garçons et filles de moins de 14 ans, à 450 gr. pour les garçons et les filles de 14 ans et plus et pour les femmes à 500 gr.) et une boisson chaude;

2° A midi, le lundi, le mercredi, le jeudi et le samedi, une soupe à la viande (100 gr. de viande de vache); le mardi et le vendredi, une soupe aux pois (250 gr. de pois secs); le dimanche, une soupe aux légumes (100 gr. de légumes, 200 gr. de pommes de terre, 7 gr. de riz). Le mardi, le vendredi et le dimanche, les femmes subissant des peines criminelles reçoivent un hareng fumé pendant la période de consommation courante;

3° Le soir, un potage aux pommes de terre (750 grammes de pommes de terre).

Les détenus pour lesquels de l'avis du médecin la ration journalière est insuffisante, reçoivent un supplément de nourriture; les excédents de ration sont tout d'abord utilisés à cette fin.

Les détenus chargés d'un travail pénible et fatigant (cuisine, buanderie, calorifère, etc.) reçoivent : les hommes deux fois par jour 1/4 litre de bière; les femmes, deux fois par jour, du café.

Les détenus préventivement et certains condamnés qui leur sont assimilés peuvent être autorisés à faire venir, à leurs frais, leurs vivres du dehors ; ces détenus cessent dès lors d'avoir droit aux vivres de la maison. (Voir n° 63.)

Cantine.

51. Les détenus ont la faculté de se procurer, à leurs frais, des aliments supplémentaires : pain, sel, beurre, saindoux, fromage, hareng fumé, bière, café, thé ou lait. Le débit de ces articles est désigné sous le nom de cantine. La cantine fournit aux détenus certains autres objets : papier et enveloppe à lettre, timbre-poste, carte postale, pipe, tabac, cigare, fil et aiguille, etc.

Les dépenses de cantine sont imputées, ainsi qu'il a été dit au n° 44, sur la partie du produit du travail des détenus, qui forme la quotité disponible. Elles ne donnent lieu à aucun maniement d'argent ; elles sont liquidées par un jeu d'écritures aux comptes courants des intéressés.

L'usage de la cantine est permis à tous les détenus qui n'en sont pas privés à titre de punition, dans les limites suivantes, sauf les exceptions que peut autoriser le directeur de la prison : une fois par semaine pour les condamnés aux travaux forcés ; deux fois par semaine pour les reclusionnaires ; trois fois par semaine pour les correctionnels ; quotidiennement pour les détenus de toutes autres catégories.

Toutefois, tout condamné est privé de la cantine pendant les trois premiers mois de sa détention ou pendant sa détention entière si celle-ci n'excède pas trois mois.

Est également privé de la cantine pendant la première année de sa détention ou pendant sa détention entière si celle-ci ne dépasse pas un an, tout condamné qui a subi antérieurement, en une ou plusieurs fois, à titre d'emprisonnement principal ou subsidiaire, une détention de trois mois au moins, pourvu que sa dernière sortie de prison ne date pas de plus de trois ans.

La privation de la cantine vise tous les articles débités, sauf ceux destinés à la correspondance, le fil à coudre, les aiguilles et le sel.

Port du costume pénal.

52. Les condamnés à des peines excédant trois mois sont astreints au port du costume pénal, à moins qu'exceptionnellement ils n'en soient dispensés par le directeur de la prison.

Les autres détenus conservent leurs vêtements particuliers, s'il n'en est autrement ordonné par le directeur de la prison, dans un intérêt de police, de propreté ou d'humanité, ou par l'autorité judiciaire dans l'intérêt de l'instruction.

Pour comparaître aux audiences publiques des cours ou tribunaux, les détenus sont tenus de revêtir leurs vêtements particuliers ou les blouses de toile bleue en usage dans les prisons.

Le costume pénal comprend : béret (de drap ou de toile), vareuse d'étoffe ou veste de toile grise, pantalon d'étoffe ou de toile grise, babouches en cuir ou chaussons de lisière et le capuchon d'éta mine (n° 25).

Pistole.

53. Dans les prisons secondaires, il est disposé un certain nombre de cellules plus spacieuses et mieux meublées que les cellules ordinaires. Ces cellules, dites de pistole, sont réservées aux prévenus et accusés qui y ont été admis par décision de la commission administrative, laquelle prend au préalable l'avis du directeur de la prison et de l'autorité judiciaire. Certaines catégories de condamnés sont également admissibles à la pistole. (Voir n° 63.)

Les détenus admis à la pistole payent une rétribution journalière de 25 centimes. Ils sont tenus de se nourrir à leurs frais, à moins d'une décision contraire de la commission administrative. Ils sont, pour le surplus, soumis au même régime que les détenus de leur catégorie.

Prix de la journée d'entretien.

54. Pour évaluer ce que coûte par jour à l'État l'entretien d'un détenu, on répartit sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Celle-ci est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonction-

nement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que produit du travail, location des cellules de pistole, etc.

Calculé sur ces bases, le prix moyen de la journée d'entretien dans les prisons a été :

En 1900 de	fr. 1 32
— 1901 de	1 27
— 1902 de	1 18
— 1903 de	1 17
— 1904 de	1 27
— 1905 de	1 35
— 1906 de	1 31
— 1907 de	1 38
— 1908 de	1 41
— 1909 de	1 41

CHAPITRE XI. — SERVICE MÉDICAL.

Principales attributions du médecin.

55. Le médecin se rend chaque jour à la prison. Il visite les malades, ainsi que les détenus en cellule de punition. Il procède à l'examen des détenus entrants et sortants. Hebdomadairement, il parcourt l'établissement dans toutes ses parties, afin de s'assurer si toutes les mesures et les précautions prescrites dans l'intérêt de l'hygiène et de la salubrité sont observées.

Cas de transfert des malades à l'hôpital.

56. En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables; des cellules d'infirmerie y sont aménagées. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leurs cellules ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui est alors considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne

pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries et l'organisation d'un service médical dans les prisons rendent le plus souvent inutile cette disposition réglementaire et en restreignent l'application aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1909, le nombre des transferts de ce genre a été de 24 (12 hommes et 12 femmes).

Service pharmaceutique.

57. Il existe une pharmacie aux prisons centrales de Gand et de Louvain et à la prison de Saint-Gilles. Un pharmacien fait partie du personnel de la prison; il est placé sous la surveillance des médecins attachés à l'établissement.

Dans les autres prisons, les médicaments sont livrés par des pharmaciens de la localité. L'entreprise de la fourniture des médicaments est mise, chaque année, en adjudication. Toutefois, chaque établissement est pourvu d'un dépôt de médicaments de première nécessité dont l'emploi n'exige aucune manipulation.

Service de médecine mentale.

58. Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus sont confiées à deux médecins spécialistes. Chacun d'eux est chargé du service dans un groupe d'un certain nombre de prisons. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'Administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental. Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé.

La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les médecins aliénistes mentionnent également dans un registre *ad hoc*, tenu dans chaque prison, les mesures qu'ils jugeraient devoir être prises à l'égard du détenu examiné, quant à la surveillance, au régime, au traitement à suivre, etc.

Les condamnés aliénés sont internés dans un quartier spécial de l'asile de l'Etat, à Tournai. Les femmes sont internées à l'asile de l'Etat à Mons.

Statistique des journées de maladie.

59. Nous croyons utile de donner ici la statistique des dix dernières années concernant la morbidité et la mortalité parmi les détenus, ainsi que les cas d'aliénation mentale et les suicides qui se sont produits dans les prisons.

Ces chiffres seront utilement consultés à propos de la question, souvent discutée, de l'influence qu'exerce le régime cellulaire sur l'état physique et mental des détenus qui y sont soumis.

Voici, quant aux journées de maladie des détenus, leur proportion sur cent journées de détention.

	Prisons centrales.		Prisons secondaires.	
	Proportion de journées de maladie sur 100 jours de détention.		Proportion de journées de maladie sur 100 jours de détention.	
			Hommes.	Femmes.
1900	5.17		1.79	8.99
1901	4.64		1.63	10.07
1902	3.91		1.57	7.16
1903	3.21		1.68	6.25
1904	3.49		1.71	8.49
1905	3.52		1.98	9.76
1906	3.87		2.10	9.68
1907	4.34		1.97	8.98
1908	4.62		1.95	10.07
1909	4.68		2.25	9.28

Statistique des décès.

60. Les tableaux qui suivent mettent en regard du chiffre de la

population moyenne le nombre absolu et le nombre proportionnel pour cent détenus des décès dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Prisons centrales.

	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
1900	751	16	2.13
1901	757	8	1.06
1902	773	6	0.78
1903	791	9	1.14
1904	806	9	1.12
1905	753	12	1.59
1906	746	6	0.80
1907	745	8	1.07
1908	734	6	0.82
1909	738	5	0.68

Prisons secondaires.

	Population moyenne.		Nombre de décès.		Proportion pour cent détenus.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1900 . . .	3,004	338	23	3	0.77	0.89
1901 . . .	3,385	340	27	4	0.80	1.18
1902 . . .	3,786	361	18	2	0.48	0.55
1903 . . .	3,877	408	33	»	0.85	»
1904 . . .	3,671	399	18	2	0.49	0.50
1905 . . .	3,292	356	18	»	0.54	»
1906 . . .	3,606	403	22	2	0.61	0.50
1907 . . .	3,782	407	25	2	0.66	0.49
1908 . . .	3,797	378	25	1	0.66	0.26
1909 . . .	3,759	406	9	3	0.24	0.74

Statistique des cas d'aliénation mentale.

61. Le tableau suivant groupe tous les condamnés, hommes et femmes, détenus dans les prisons centrales et dans les prisons

secondaires, y compris les condamnés en instance de cassation et les mendiants et vagabonds. Il donne pour ces catégories le chiffre de la population moyenne, le nombre des individus colloqués et la proportion de ceux-ci sur cent individus détenus.

Prisons centrales et secondaires.

	Population moyenne. (Condamnés, y compris ceux en instance de cassation, et mendiants et vagabonds.)	Nombre des détenus de ces catégories colloqués.	Proportion pour cent.
1900. . .	3,563	33	0.92
1901. . .	3,789	59	1.55
1902. . .	4,329	38	0.87
1903. . .	4,409	36	0.81
1904. . .	4,206	48	1.14
1905. . .	3,731	49	1.31
1906. . .	4,231	46	1.08
1907. . .	4,369	39	0.80
1908. . .	4,390	52	1.10
1909. . .	4,340	38	0.88

Statistique des suicides.

62. Le nombre des suicides, accomplis ou tentés par des hommes détenus, est mentionné dans le tableau ci-après :

	Prisons centrales.	Prisons secondaires.	
		Condamnés	Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)
1900	1	10	11
1901	1	13	11
1902	7	6	7
1903	1	3	8
1904	3	8	13
1905	2	5	8
1906	1	10	8
1907	1	9	19
1908	»	9	14
1909	1	5	27

Dans cette même période de dix ans, il y a eu, chez les femmes détenues, 3 suicides et 10 tentatives de suicide; 6 se sont produits parmi les condamnées et 7 parmi des détenues d'autres catégories.

CHAPITRE XII. — RÉGIME SPÉCIAL A CERTAINES CATÉGORIES DE DÉTENU.

Prévenus.

63. Toutes les communications et les autres facilités compatibles avec le bon ordre et la sécurité de la prison sont accordées aux prévenus et aux accusés dans les limites de la loi et du règlement.

Les points principaux sur lesquels le régime de la détention préventive diffère de celui des condamnés sont les suivants :

1° Pour les prévenus, le travail est facultatif. Le salaire de ceux d'entre eux qui travaillent n'est pas frappé d'une retenue pénale; il leur est remis intégralement, déduction faite, toutefois, de 3/10 pour frais de gestion (voir n° 42);

2° La somme dont le prévenu peut être autorisé à disposer sur son pécule pour faire face à ses menues dépenses est de 5 francs par semaine; elle n'est que de 1 franc pour les condamnés;

3° Le prévenu peut recevoir chaque jour la visite de son avocat, de ses proches parents et de toutes autres personnes dûment autorisées par le parquet ou le juge d'instruction. Les visites d'avocats ont lieu dans un local spécial.

La loi permet au juge d'instruction de prononcer l'interdiction de communiquer pendant un délai maximum de trois jours à partir de la première audition. Le prévenu qui a été l'objet de cette mesure est privé, durant le délai fixé, de toute communication, verbale ou écrite, avec les personnes du dehors, c'est-à-dire avec son conseil, sa famille, etc. Pour le surplus, il est traité comme les autres prévenus; il peut notamment se rendre au préau, à la chapelle et recevoir la visite des employés de l'établissement.

Le prévenu non soumis à l'interdiction de communiquer peut correspondre, chaque jour, par écrit, avec les personnes du dehors et recevoir des lettres de celles-ci. Toutefois, sa correspondance,

à l'exception de celle qu'il entretient avec son avocat, est, comme celle des condamnés, soumise, préalablement à l'envoi ou à la réception, au contrôle du directeur de la prison. Celui-ci transmet au juge d'instruction les lettres adressées à des prévenus placés sous l'interdiction de communiquer. Les lettres écrites par les prévenus non soumis à cette interdiction ou leur adressées ne sont transmises au juge d'instruction que si celui-ci a pris une ordonnance aux fins de les saisir en mains du directeur de la prison;

4° Le prévenu peut être autorisé par la commission administrative à se nourrir à ses frais, en faisant venir du dehors les aliments dont il a besoin. Le directeur de la prison limite la quantité de bière, de vin ou d'autres boissons fermentées que le prévenu peut consommer journellement;

5° Le prévenu peut être admis à la pistole (voir n° 53);

6° Il use quotidiennement de la cantine;

7° Le port du capuchon et du costume pénal est pour lui facultatif;

8° Le port des favoris, des moustaches, etc., ne lui est pas interdit.

Condamnés du chef de crime politique.

64. La peine de la détention est destinée à réprimer les crimes purement politiques et quelques crimes commis par des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Code pénal prescrit de renfermer les condamnés à la détention dans une des forteresses du royaume ou dans une maison de reclusion ou de correction désignée par un arrêté royal.

Un arrêté royal du 26 février 1872 comprend la détention à perpétuité au nombre des peines qui pourront être subies à la prison centrale de Louvain. Il n'a pas été pris, au sujet de la détention, d'autre mesure administrative, aucun cas d'exécution de cette peine ne s'étant produit depuis la promulgation, en 1867, du Code pénal.

Condamnés du chef de délit politique.

65. Les condamnés du chef de délit politique sont soumis au régime établi pour les prévenus,

Toutefois, en ce qui concerne les visites des personnes du dehors, ils ne peuvent les recevoir que quatre fois par semaine; avec l'autorisation du directeur, ces visites ont lieu dans un local autre que le parloir ordinaire.

Toute leur correspondance est assujettie au contrôle du directeur de la prison.

Condamnés assimilables aux condamnés politiques.

66. Le régime des condamnés politiques peut être étendu, par décision spéciale du Ministre, prise dans chaque cas individuel, à des condamnés pour délit de presse, pour délit connexe à un délit politique, pour duel ou pour contravention en matière de garde civique.

Jeunes délinquants.

67. Un quartier spécial, établi à la prison centrale de Gand, est affecté à l'internement des jeunes condamnés. Il est entièrement distinct des quartiers réservés aux adultes. Les détenus y sont isolés en cellule pendant la nuit et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire comprenant quarante-cinq cellules est réservée aux jeunes délinquants en quarantaine d'entrée, à ceux en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

Sont placés au quartier spécial de Gand, les condamnés âgés de moins de 16 ans accomplis lors de l'exécution de la condamnation dont la peine dépasse le taux d'un mois d'emprisonnement et ceux âgés à la même époque de 16 ans et de moins de 18 ans dont la peine dépasse six mois d'emprisonnement. Ils sont transférés dans une prison cellulaire lorsqu'ils ont atteint l'âge de 21 ans. Ils peuvent même l'être, dès qu'ils ont dépassé l'âge de 18 ans, si leur peine est de longue durée et qu'ils semblent ne présenter que peu de chances d'amendement.

La loi du 27 novembre 1891 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont également internés, quel que soit le taux de la peine

d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Toutefois, on dirige sur une école de bienfaisance à l'expiration de leur peine d'emprisonnement, ceux qui, à raison de leur jeune âge, des conditions morales dans lesquelles ils se trouvent et de leur conduite antérieure, ne paraissent pas devoir rester soumis, jusqu'à leur majorité, au régime plus sévère du quartier spécial.

A titre provisoire, est établi à la prison centrale de Gand, le quartier de discipline pour les élèves des écoles de bienfaisance qui sont vicieux, incorrigibles ou qui exigent une surveillance spéciale. Ce quartier de discipline sera prochainement transféré à l'école de bienfaisance d'Ypres.

68. L'enseignement est donné aux jeunes délinquants par un instituteur et deux instituteurs adjoints, suivant un programme conforme à celui des écoles primaires du pays.

Les élèves qui font preuve de bonne conduite et qui en expriment le désir reçoivent, en outre, des leçons de musique instrumentale et vocale.

Il est remis à chaque élève, dès son entrée, un manuel de politesse et le personnel veille à ce que les règles qui y sont exposées soient observées en toute occasion.

Des conférences et des causeries sont faites aux élèves sur des sujets divers propres à former le cœur et l'esprit et à leur faire connaître leurs devoirs envers la société, la patrie et leurs semblables.

On leur donne des notions d'hygiène et on leur expose le mécanisme des institutions de prévoyance et de mutualité.

L'instruction professionnelle comprend non seulement l'enseignement pratique à l'atelier, mais aussi l'enseignement théorique donné par les instituteurs pendant les heures de classe et exposé pour les différents métiers dans des manuels technologiques. Le dessin industriel est enseigné à ceux qui peuvent l'utiliser au point de vue du métier dont ils font l'apprentissage.

Tous les dimanches, les élèves exécutent des exercices militaires. Ils s'appliquent également à l'escrime, au bâton et à d'autres exercices gymnastiques. Il existe une fanfare recrutée parmi les élèves qui suivent les cours de l'école de musique.

Le tarif alimentaire est celui des prisons centrales (voir n° 50).

Les principaux métiers exercés sont ceux de tailleur, cordonnier, ferronnier, menuisier, ferblantier, relieur. Il est accordé aux jeunes délinquants une rémunération de leur travail. Le taux en varie suivant la durée de l'apprentissage, le degré d'aptitude, la conduite, le zèle et l'application. Le reliquat du compte, déduction éventuellement faite des dégradations et malfaçons volontaires est, lors de la libération, converti en un livret de la caisse d'épargne sous condition d'indisponibilité jusqu'à la majorité de l'intéressé.

69. La mise à la disposition du gouvernement n'entraîne pas nécessairement l'internement du mineur jusqu'à l'âge de la majorité.

La loi donne au gouvernement le droit de mettre l'enfant en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan, ou de le placer, avec l'assentiment des parents ou tuteur, dans un établissement public ou privé d'instruction ou de charité.

Le gouvernement peut aussi rendre conditionnellement l'enfant à ses parents ou tuteur lorsque ceux-ci présentent les garanties suffisantes de moralité et sont à même de surveiller convenablement leur enfant ou leur pupille, sauf réintégration à l'école, par décision du Ministre de la justice, jusqu'à la majorité de l'enfant dont le séjour chez ses parents ou son tuteur sera reconnu être devenu dangereux pour sa moralité.

Le gouvernement peut même, si les circonstances justifient ce sursis, tenter l'essai de conserver l'enfant à sa famille, en suspendant provisoirement l'exécution du jugement qui le met à sa disposition.

CHAPITRE XIII. — GRACE. LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

PATRONAGE.

Grâce.

70. Au Roi appartient le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges.

Les propositions de grâce en faveur des détenus qui, par suite de circonstances particulières, paraissent dignes d'être recommandés à la clémence royale sont formulées par les commissions administratives qui prennent l'avis du directeur de la prison,

Les propositions dont celui-ci croit devoir prendre l'initiative sont transmises par lui avec son avis motivé à la commission administrative.

Les commissions administratives font parvenir les propositions au Ministre de la justice par l'intermédiaire du procureur du roi et du procureur général qui ont instruit l'affaire; ces magistrats y joignent leur avis.

Libération conditionnelle.

71. Les condamnés à une peine privative de la liberté peuvent être libérés conditionnellement lorsqu'ils ont accompli le tiers de leur peine, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois. S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers de la peine. Les condamnés à perpétuité peuvent être mis en liberté conditionnelle lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépasse dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur. Toutefois, ce délai ne peut, en aucun cas, être inférieur à deux ans et il est de cinq ans au minimum dans certains cas de récidive déterminés par la loi.

La libération conditionnelle est prononcée par le Ministre de la justice.

Elle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement. L'administration, pour apprécier si un condamné qui a fait preuve d'amendement peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il dispose à sa sortie de prison.

Les propositions de libération conditionnelle sont formulées par les directeurs des prisons, qui les transmettent au Ministre de la justice par l'intermédiaire des commissions administratives. Celles-ci peuvent également prendre l'initiative de propositions; elles y joignent l'avis motivé du directeur de la prison. Aux propositions

est toujours annexé un extrait du registre de comptabilité morale (voir n° 47) reproduisant les annotations relatives au détenu proposé. Le Ministre, avant de statuer, prend, en outre, l'avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort.

Les formalités de la mise en liberté conditionnelle sont accompagnées de la solennité nécessaire pour faire impression sur les libérés. Le directeur de la prison insiste sur cette considération que la libération conditionnelle est un mode d'exécution des peines; qu'elle est soumise à des règles rigoureuses et que le condamné, en acceptant la libération conditionnelle, se place sous l'empire de ces règles. Il est dressé du tout un procès-verbal dans un registre *ad hoc*.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou pour infraction aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la justice. La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

72. Depuis la mise en vigueur de la loi instituant la libération conditionnelle (1^{er} juin 1888) jusqu'au 31 décembre 1908, 4,236 libérations conditionnelles ont été accordées; 3,326 sont devenues définitives; 203 ont été révoquées; 707 condamnés étaient encore soumis, au 31 décembre 1908, à la période d'épreuve.

Patronage.

73. Il existe une société de patronage des condamnés libérés au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire, c'est-à-dire auprès de chaque prison.

Les sociétés de patronage sont dues à l'initiative privée; les autorités publiques facilitent leur tâche et leur allouent des subsides, mais n'interviennent point dans leur organisation ni dans leur fonctionnement.

En ce qui concerne les condamnés adultes, les sociétés de patronage se donnent pour mission de contribuer au relèvement moral des condamnés en les visitant dans leurs cellules, de maintenir ou

de rétablir leurs relations avec leurs familles, de procurer à celles-ci les secours dont elles auraient besoin, enfin et surtout de venir en aide aux détenus, lors de leur libération, pour leur faciliter la rentrée dans la vie libre en leur procurant du travail et, s'il y a lieu, les ressources indispensables ou, le cas échéant, en favorisant leur émigration.

Pour permettre aux sociétés de patronage de remplir leur tâche, l'administration autorise un certain nombre de leurs membres (nombre déterminé pour chaque prison suivant les circonstances locales et la population habituelle de la prison) à visiter librement, en cellule, les condamnés et, moyennant permission spéciale du directeur de la prison, les prévenus qui les ont appelés.

Les sociétés de patronage participent dans une certaine mesure à l'application de la loi sur la libération conditionnelle; lorsqu'un de leurs membres a visité le détenu proposé par les autorités de la prison pour être l'objet de cette mesure, elles sont consultées sur la suite qu'il convient de donner à la proposition.

Les directeurs de prison peuvent, du consentement du libéré, remettre tout ou partie de son avoir à la société de patronage; il appartient, dans ce cas, à la société d'apprécier à quelle époque et dans quelle mesure la remise en sera faite au libéré.

Les femmes détenues sont visitées et patronnées par des dames qui, dans certaines villes, sont constituées en comités spéciaux et, dans d'autres, forment une section de la société de patronage.



